

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2019)  
**Heft:** 2235

**Artikel:** Glencore, la Colombie, l'eau et l'État de droit : les ressources en eau et en terres cultivables demeurent particulièrement mal réparties en Colombie  
**Autor:** Robert, Charlotte  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1019989>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Glencore, la Colombie, l'eau et l'Etat de droit

Les ressources en eau et en terres cultivables demeurent particulièrement mal réparties en Colombie

Charlotte Robert - 08 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34515>

L'eau est là: une conduite d'eau polluée et un camion qui amènent de l'eau potable chaque semaine. C'est ce qu'a obtenu de Glencore la communauté wayu qui vit en bordure de la mine de charbon de Cerrejon, dans le nord de la Colombie ([DP 2178](#)).

Des années de pression et de manifestations ont fini par payer. Mais pas pour tout le monde. Ceux qui se sont battus pour l'avoir ne reçoivent pas d'eau potable.

Ainsi la famille du petit David, que j'ai visitée, doit continuer à acheter l'eau qu'elle boit et qu'elle utilise pour cuisiner. Au reste, elle dispose d'une eau polluée par elle ne sait quel poison - du mercure peut-être. Le petit David, âgé de 5 ans, est toujours vivant, mais il ne guérit pas et n'a pas assez de souffle pour courir et jouer avec ses frères et sœurs.

L'an dernier, le candidat pro-Glencore a gagné les élections locales. Peu après, le gouvernement a donné six chèvres à 120 familles qui vivent le long de la mine. Le nouveau préfet qui a procédé à la distribution n'a rien attribué à la famille de David. Pour la raison que l'on devine: ils n'ont pas voté pour lui.

La famille pense sérieusement à quitter ses terres et à s'installer près de Valledupar,

métropole du département de La Guajira. En tant qu'activistes, ils se sentent de plus en plus isolés et refusent de se laisser acheter par Glencore.

Interrogée, l'ambassade de Suisse affirme que Glencore ne possède qu'un tiers du site minier de Cerrejon. La multinationale suisse ne peut donc être tenue que pour partiellement responsable. De son côté, la Banque mondiale évoque la disparition de l'Etat de droit dans les régions les plus pauvres de la Colombie: La Guajira, le Choco et le Nariño. Et la nécessité d'y remédier: *«L'Etat doit renforcer sa présence, et rapidement.»*

Ces régions, la plupart des Colombiens ne les connaissent pas voire les méprisent, sans doute parce qu'habitées par des Afro-colombiens ou des Indiens. C'est un reste de la colonisation. Depuis que je fréquente le pays, je fais à chaque fois le même test: je demande à mes interlocuteurs s'ils connaissent Nuqui, dans le département de Choco, la plus grande plage du Pacifique. En huit ans, le responsable de la communication de la Banque mondiale a été le premier à connaître Nuqui, que le site touristique [Colombie Découverte](#) présente comme *«un paradis pour les amoureux de la nature»*.

Mais la disparition de l'Etat de droit ne concerne pas seulement les régions pauvres. Depuis les élections présidentielles d'août dernier, les assassinats de leaders sociaux ont considérablement augmenté, passant de 106 en 2017 à 190 en 2018. Les victimes de ces crimes impunis sont, sans surprise, des syndicalistes, membres d'associations locales, défenseurs des victimes de la guerre, membres d'associations de protection de l'environnement, etc.

Utilisant une méthode de prévision du temps appartenant à la tradition hispanique, un éditorialiste d'*El Espectador* examine ce qui s'est passé les premiers jours de l'année pour prédire ce qui se passera pendant les mois restants. Son pronostic est désespérant: six assassinats en dix jours. Pire: les assassins et ceux qui les ont commandités ne sont jamais découverts ni inquiétés - *a fortiori* jamais arrêtés.

On a l'impression de marcher sur des œufs. Tout le monde est un peu inquiet et les gens assurent même que *«du temps des Farc, on savait au moins que, dans les zones qu'ils contrôlaient, des règles existaient et les gens qui y vivaient étaient tranquilles»*, Mettre en prison l'ELN, l'autre guérilla qui n'a pas déposé les

armes, n'est que diversion qui permettra au gouvernement de ne rien faire.

Or les raisons de la guerre demeurent présentes. L'accumulation de la terre dans les mains des grands propriétaires fonciers. Selon le

Programme des Nations unies pour le développement, 1,1% des propriétaires possède plus de la moitié des terres.

Sur les 21.5 millions d'hectares cultivables, seulement 4.1 millions sont exploités, ce qui

fait de la Colombie le pays qui produit le moins de nourriture de tout le continent sud-américain. Avec l'actuel gouvernement et l'assemblée nationale nouvellement élue, il n'y a aucune chance qu'une réforme agraire puisse se réaliser.

## Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

### Ces honnêtes contribuables suisses

«*Les contribuables sont honnêtes et déclarent leurs revenus et leur fortune*» déclarait le conseiller fédéral [Maurer](#) pour justifier le maintien du secret bancaire pour les résidents helvétiques.

A l'occasion de l'entrée en vigueur de l'échange automatique d'informations avec les fiscs étrangers, les contribuables suisses ont pu dénoncer leur «*oubli*» sans risquer de payer une amende. En 2018, près de 40'000 d'entre eux ont annoncé une fortune non déclarée qui avoisine les 10 milliards de francs. Depuis 2010, entre 100'000 et 150'000 personnes ont admis avoir caché au fisc une fortune totale de 40 à 50 milliards ([NZZ](#)). | *Jean-Daniel Delley - 09.02.2019*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### Comment s'est rompu le lien entre la gauche et le milieu populaire

<https://www.domainepublic.ch/articles/34478>

<https://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/RLonget-PSV-60Yverdon-13.3.18..pdf>